

Canadian Association of Oilwell Drilling Contractors

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

L'industrie canadienne du forage et des installations d'entretien et de réparation est un secteur primordial de l'industrie pétrolière et gazière en amont. Elle offre en effet un service essentiel à ses clients (les producteurs de pétrole et de gaz) pour leur permettre d'exploiter les ressources pétrolières du Canada. L'industrie du forage et des installations d'entretien et de réparation fait partie du secteur global des services pétroliers. Elle emploie des milliers de Canadiens d'un océan à l'autre, en plus de contribuer sensiblement au produit intérieur brut du pays. Cette industrie est en outre reconnue sur la scène internationale pour sa capacité d'innovation et à la technologie qu'elle utilise. Ses activités reposent sur le capital qu'investissent les producteurs dans de nouveaux projets (puits de gaz et de pétrole) afin d'en dégager des bénéfices. L'industrie pétrolière et gazière est un pôle de compétitivité, et les entreprises se font concurrence à l'échelle mondiale pour obtenir du capital. Les investisseurs ont toute une gamme d'options à prendre en considération. Afin de tirer parti de ces possibilités, le Canada se doit d'établir un régime financier et réglementaire stable et concurrentiel. Les investissements réalisés dans l'exploitation des ressources pétrolières du Canada profitent directement à l'industrie du forage et des installations d'entretien et de réparation, de même qu'à une multitude d'autres fournisseurs de services. En contrepartie, l'industrie emploie des milliers de personnes et génère des retombées économiques dans l'ensemble du pays. Elle offre par ailleurs des emplois bien rémunérés aux Canadiens, de même que les matières premières dont ces derniers ont besoin pour chauffer leur demeure et pour alimenter leur voiture. Si le Canada veille à ce que le contexte financier et réglementaire soit concurrentiel, les producteurs continueront d'injecter de nouveaux capitaux, à l'avantage de tous les Canadiens. Au cours des prochaines décennies, les combustibles fossiles conserveront leur position dominante dans notre bouquet énergétique. On trouve du gaz naturel en abondance en Amérique du Nord, tout particulièrement au Canada. Il s'agit du combustible fossile le plus propre que l'on connaisse actuellement. Or, en raison des prix et des stocks courants, rares sont les producteurs qui investissent dans l'exploitation du gaz sec. Le gouvernement a l'occasion de stimuler, notamment au moyen d'incitatifs, l'utilisation du gaz naturel dans la production d'électricité et dans l'industrie du transport commercial. L'adoption de politiques à cet égard comporterait de nombreux avantages pour le gouvernement. Les coûts de la production d'électricité avec du gaz naturel sont incontestablement plus bas qu'avec les combustibles traditionnels; le gaz naturel est en outre le combustible fossile à l'intensité carbonique la plus faible. Il s'agit là de facteurs qui pourraient aider le Canada à atteindre ses objectifs de réduction des gaz à effet de serre.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Le Canada connaît une situation économique enviable. À l'opposé, la plupart des pays développés sont aux prises avec une crise économique. Sous la gouverne de dirigeants adroits, le Canada pourrait prospérer. Nous possédons une abondance de ressources naturelles en demande dans le monde entier. Nous disposons de plus l'expertise et la technologie requises pour exploiter ces ressources de façon durable et d'une manière respectueuse de l'environnement. Le gouvernement fédéral doit saisir l'occasion de stimuler la création d'emplois et d'accroître le commerce intérieur et international – pour ce faire, il doit diversifier l'accès au marché du pétrole et du gaz et établir un régime financier et réglementaire concurrentiel pour les investissements. À l'heure actuelle, le Canada ne tire pas pleinement parti de son économie des ressources en raison de la pauvre diversification du marché. Dans l'Ouest canadien, l'on vend les produits pétroliers à rabais par rapport aux prix du West Texas Intermediate (WTI) et du pétrole brut de référence Brent. Cela se traduit par une perte de revenu importante pour le Canada. Il importe que l'industrie ait accès aux marchés de l'Asie et qu'elle se taille une meilleure place sur les marchés des États-Unis et de l'Est canadien. Le Canada doit établir un régime financier et réglementaire concurrentiel. Le gouvernement pourrait faciliter les investissements grâce à la mise en place d'une structure fiscale concurrentielle pour l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur le revenu des particuliers. Il a également la possibilité de favoriser l'injection de capitaux grâce à la rationalisation de l'examen des grands projets.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Les entreprises canadiennes sont aux prises avec les difficultés qu'entraîne l'augmentation des départs à la retraite. Ces départs auront des répercussions sur la croissance économique, car les personnes détenant de l'expertise et des connaissances sur l'industrie quitteront la population active. Le gouvernement pourrait mettre en œuvre plusieurs initiatives de politique publique afin d'atténuer ces répercussions. Il est important d'utiliser efficacement la main-d'œuvre actuelle du pays. Au Canada, certaines régions connaissent une pénurie de la main-d'œuvre et, parallèlement, d'autres font face à une pénurie d'emplois. Le gouvernement doit encourager les Canadiens à s'établir dans les régions où l'on offre des emplois. Pour ce faire, il pourrait recourir au programme de l'assurance-emploi ou à d'autres moyens financiers. Une autre mesure pertinente serait d'accorder un crédit d'impôt aux entreprises qui aident les travailleurs à déménager ou qui offrent le transport pour les emplois saisonniers. Il faudrait de plus rationaliser le processus d'immigration de façon à se concentrer sur les immigrants de la composante économique dont les compétences correspondent aux besoins des entreprises régionales. Des travaux ont déjà été accomplis sur cette question. Le personnel sur le terrain de l'industrie du forage et des installations d'entretien et de réparation est cependant qualifié de personnel « non spécialisé » selon la Classification nationale des professions, ce qui limite l'admissibilité des membres de la Canadian Association of Oilwell Drilling Contractors (CAODC) aux différents programmes accélérés pour les travailleurs étrangers temporaires. Les associations professionnelles de l'industrie comme la CAODC devraient avoir le droit de mener un sondage d'opinion sur le marché du travail au nom de leurs membres. La CAODC représente de nombreuses petites entreprises privées de

l'industrie du forage et des installations d'entretien et de réparation qui ne disposent pas des ressources nécessaires pour réaliser une enquête. Si la CAODC était en droit de réaliser une telle initiative, cela aiderait grandement les petites et moyennes entreprises à combler leurs besoins en main-d'œuvre. Il faudrait inciter le réseau des écoles secondaires à veiller à ce que les élèves aient accès aux programmes de métiers spécialisés tôt pendant leurs études. En effet, il serait bénéfique pour un élève d'avoir réussi des cours de métier auprès d'un compagnon d'apprentissage avant de quitter l'école secondaire. L'industrie du forage reconnaît les métiers désignés Sceau rouge et elle tirerait grandement parti de la mise en place de programmes en ce sens. Enfin, le gouvernement devrait encourager les Canadiens à demeurer plus longtemps dans la population active. Pour ce faire, il pourrait recourir aux régimes de retraite gouvernementaux en vigueur et offrir aux personnes de continuer à cotiser aux régimes après l'âge de 65 ans, de façon à obtenir des prestations plus élevées pour les départs tardifs à la retraite.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Le Canada a besoin de davantage de travailleurs qualifiés afin de maintenir sa compétitivité et sa productivité. Il doit en outre conserver un régime financier et réglementaire concurrentiel afin de continuer à attirer les investissements.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Le gouvernement souhaite que le Canada devienne une superpuissance sur le plan énergétique : les représentants de l'industrie appuient cet objectif. Des obstacles contrecarrent cependant ce projet. Le gouvernement doit en effet s'attaquer à la pénurie de la main-d'œuvre, car le manque de travailleurs qualifiés nuira à l'industrie. L'industrie mène ses activités dans l'un des milieux où les coûts sont les plus élevés au monde. Si le gouvernement tarde à régler le problème de la pénurie de la main-d'œuvre, cela pourrait causer de graves répercussions financières, tout particulièrement en ce qui touche les salaires et l'inflation. Le gouvernement doit aborder la question de l'accès aux marchés. Dans l'Ouest canadien, l'on vend le pétrole brut et le gaz naturel à des prix inférieurs aux prix du WTI et à d'autres prix établis dans le monde; il s'agit là d'une perte de revenu importante pour l'industrie et le gouvernement. De plus, le Canada n'a qu'un client majeur : les États-Unis. Il est essentiel de diversifier le marché afin de garantir une plus grande sécurité au Canada sur le plan économique. Le gouvernement doit poursuivre ses travaux de rationalisation des processus d'approbation des grands projets. À cet égard, le gouvernement a pour objectif de mener « un examen par projet ». La CAODC soutient cette initiative et invite le gouvernement à continuer de réduire les exigences réglementaires inutiles tout en maintenant ses efforts de protection de la population et de l'environnement.